

PUBLICATION | SEP 2026

ECOWAS Policy Analysis Series

Introduction à la série

**Par Dr. Amandine Gnanguênon et
Christopher O. Ogunmodede**

DROITS ET AUTORISATIONS

Cet ouvrage est disponible sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>. Cette licence permet aux utilisateurs de distribuer, de remixer, d'adapter et de transformer le contenu sur tout support ou format, à des fins non commerciales uniquement, et à condition que le créateur soit dûment crédité.

AVERTISSEMENT

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet « Appui à la Commission de la CEDEAO pour le développement organisationnel » à la demande du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mise en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Le contenu des publications ne reflète pas nécessairement la position officielle de la GIZ ou du gouvernement allemand. La GIZ et le BMZ déclinent toute responsabilité quant au contenu des sites web externes référencés dans cette publication.

Cet article fait partie de la Série d'analyses des politiques de la CEDEAO (EPAS), une initiative mettant en lumière les points de vue des leaders d'opinion et des chercheurs africains sur la CEDEAO. L'EPAS vise à examiner de manière critique l'évolution de la CEDEAO au cours des cinq dernières décennies, du point de vue des universitaires et des citoyens, et à contribuer à une vision prospective de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. La série EPAS est coordonnée par l'Africa Policy Research Institute dans le cadre du projet « Appui à la Commission de la CEDEAO pour le développement organisationnel ». Ce projet est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH pour le compte du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

INTRODUCTION

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation régionale créée le 28 mai 1975 suite à la ratification du traité de Lagos, dans le but de promouvoir la coopération et l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Parmi les membres fondateurs de la CEDEAO, la Mauritanie s'est retirée en décembre 2000, et le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont officiellement quitté l'organisation le 29 janvier 2025. Les États membres actuels de la CEDEAO sont le Bénin, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo. La CEDEAO est une institution pionnière en Afrique, ayant mis en œuvre des initiatives clés pour la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux au-delà des frontières régionales, à commencer par le Protocole de 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

Au fil du temps, la CEDEAO a élargi son champ d'action pour inclure la paix, la sécurité et la gouvernance régionales. Elle a adopté des normes, des standards et des mécanismes institutionnels essentiels pour faire face aux menaces pesant sur la stabilité régionale. Notamment, l'adoption de deux protocoles novateurs en 1999 et 2001, qui a marqué un engagement fort des dirigeants de la CEDEAO en faveur de l'institutionnalisation des mécanismes de prévention et de résolution des conflits, ainsi que de la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.

La CEDEAO est gouvernée par des organes clés tels que la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, le Conseil des ministres et la Commission de la CEDEAO, organe exécutif chargé de mettre en œuvre les décisions des dirigeants politiques du bloc. Parmi ses institutions figurent le Parlement de la CEDEAO et la Cour de justice de la CEDEAO, respectivement ses pouvoirs législatif et judiciaire. La Commission coordonne ses actions avec des agences spécialisées telles que l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), le Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (WAPP), l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et le Centre de développement du genre de la CEDEAO. Elle collabore également avec des organisations de la société civile comme le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), qui a mis en place un système d'alerte précoce pour la prévention des conflits.

Malgré plusieurs réalisations notables, la Commission se heurte à des difficultés persistantes pour atteindre ses objectifs à long terme. Parmi ces difficultés figurent un manque d'efficacité organisationnelle, des ressources limitées et une perception

négative dans l'opinion publique, qui considère que la CEDEAO applique ses normes de manière sélective et ne représente pas vraiment les intérêts des citoyens.

« Malgré plusieurs réalisations notables, la Commission continue de se heurter à des difficultés persistantes... »

L'un des principaux obstacles à l'efficacité de la CEDEAO réside dans la tension entre son mandat supranational et la réticence des États membres à céder une partie de leur souveraineté. Ces derniers tardent souvent à mettre en œuvre les protocoles régionaux, voire omettent de le faire, et ont tendance à fonctionner de manière cloisonnée. Bien que la CEDEAO prône une approche de l'intégration régionale et du développement économique centrée sur les populations, de nombreux citoyens continuent de percevoir ce bloc comme un simple « club de chefs d'État ».

Ces difficultés sont aggravées par la dépendance de la Commission à l'égard des bailleurs de fonds extérieurs et par la complexité des dynamiques conflictuelles, souvent ancrées dans des problématiques internes mais influencées par des acteurs non étatiques et extérieurs. Ces dynamiques, ajoutées à une fragmentation croissante du paysage géopolitique régional et mondial, ont fortement pesé sur le programme d'intégration de la CEDEAO.

Ces dernières décennies, les critiques formulées à l'encontre de la CEDEAO ont mis en lumière sa faible capacité d'adaptation aux évolutions du contexte régional, le fossé croissant qui s'est creusé en matière de légitimité et son incapacité à remplir pleinement sa mission. Toutefois, ces critiques offrent également l'opportunité de repenser la CEDEAO et de redéfinir son rôle dans un ordre régional et international en mutation.

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à des pressions croissantes, notamment l'insécurité persistante, les carences de gouvernance, l'insécurité alimentaire, les urgences climatiques et les bouleversements démographiques, qui sont autant de facteurs qui entravent le développement économique de la région. Les perturbations mondiales telles que la pandémie de COVID-19, la guerre russo-ukrainienne, les conflits au Moyen-Orient et les tensions commerciales internationales ont exacerbé l'instabilité, aggravant les défis en matière de paix, de sécurité et de gouvernance en Afrique de l'Ouest. Ces événements ont engendré des divisions internes au sein de la CEDEAO, constituant la plus grande menace existentielle pour le bloc depuis sa création en 1975.

La fragmentation géopolitique a profondément modifié le paysage de l'intégration mondiale et régionale, au point que la compétition stratégique supplante de plus en plus la coopération. Parallèlement, les nations africaines et les institutions multilatérales affirment leur présence sur la scène internationale, appelant l'Afrique à jouer un rôle plus influent dans la construction de l'ordre international.

Alors que la CEDEAO célèbre son cinquantième anniversaire, cette série d'analyses politiques évalue les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui pèsent sur l'organisation dans un contexte en constante évolution, et propose des pistes pour anticiper et relever les nouveaux défis. Cette série repose sur la conviction que les mutations de l'ordre mondial exigent une attention politique accrue et une coopération régionale renforcée.

L'un des principaux objectifs de cette série est de souligner la contribution historique de la CEDEAO à l'intégration régionale en Afrique et de mettre en lumière les risques liés à l'inaction face à ses limites actuelles. Les 14 publications réunies dans ce recueil examinent les moyens par lesquels la CEDEAO peut collaborer plus efficacement avec les acteurs non étatiques afin de répondre aux enjeux les plus pressants de l'intégration politique et économique.

L'une des questions directrices de cette série est la suivante : *comment la CEDEAO peut-elle adapter ses normes et pratiques existantes – y compris son engagement auprès de la société civile, du secteur privé, des jeunes, des femmes et des communautés locales – pour répondre aux défis de l'intégration régionale dans un contexte mondial en constante évolution ?*

Pour promouvoir une CEDEAO redynamisée, il est essentiel de renouer avec ses idéaux fondateurs de solidarité et d'autonomie collective. Ces objectifs peuvent être atteints en renforçant le développement national, en améliorant le bien-être des citoyens et en favorisant la coopération intersectorielle.

Thèmes abordés dans la série d'essais:

- 1. LA CEDEAO DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE EN MUTATION**
- 2. CULTURE**
- 3. MIGRATION ET LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**
- 4. COMMERCE, INDUSTRIALISATION ET CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES**
- 5. INFRASTRUCTURES CRITIQUES**
- 6. PAIX, SÉCURITÉ ET RÉOLUTION DES CONFLITS**
- 7. RÉFORME DE LA CEDEAO**
- 8. SANTÉ**
- 9. NUMÉRIQUE**
- 10. TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE**
- 11. GENRE**
- 12. DÉMOCRATIE, INSTITUTIONS ET GOUVERNANCE**

La diversité des sujets abordés dans cette série témoigne de la nécessité d'une approche multidimensionnelle pour redynamiser la CEDEAO. Une telle approche doit prendre en compte l'efficacité des politiques passées, les interactions entre les différents domaines d'action, les objectifs variés de la CEDEAO et de ses États membres, ainsi que l'influence complexe des facteurs nationaux, régionaux et internationaux. Alors que la CEDEAO se tourne vers l'avenir, elle doit renforcer sa capacité à nouer des partenariats avec les États d'Afrique de l'Ouest pour atteindre des objectifs clés, notamment:

- Renforcer la résilience face à l'extrémisme violent
- Promouvoir une gouvernance démocratique inclusive et participative
- Développer des chaînes de valeur régionales qui stimulent l'industrialisation et la création d'emplois
- Renforcer les systèmes de santé pour résister aux pandémies et aux situations d'urgence

Ce n'est qu'en répondant à ces priorités que la CEDEAO pourra réaliser sa mission principale, qui est de favoriser l'intégration régionale et d'améliorer les conditions de vie des citoyens ouest-africains.

À PROPOS DES AUTEURS:

Amandine Gnanguênon est chercheuse principale et directrice du programme de géopolitique et de géoéconomie. Elle est également chercheuse associée à l'Institut d'études comparatives sur l'intégration régionale de l'Université des Nations Unies (UNU-CRIS) et chercheuse associée au German Marshall Fund of the United States (GMF). Forte de plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de la sécurité et de l'intégration régionales en Afrique de l'Ouest, elle a publié plusieurs notes d'orientation sur la CEDEAO.

Christopher O. Ogunmodede est rédacteur, consultant et analyste en politique, sécurité et relations internationales africaines, avec une spécialisation sur l'Afrique de l'Ouest. Il a collaboré avec des gouvernements, des organisations multilatérales, des entreprises privées, des groupes de réflexion, des organisations à but non lucratif et des médias sur trois continents. Il est l'auteur de Penkelemesi, un magazine d'information sur la politique, les relations internationales, la sécurité et la culture africaines. Il est intervenu dans de nombreux médias, dont la BBC, CNN, NPR, Al Jazeera, CGTN, la South African Broadcasting Corporation, TRT World, Deutsche Welle, Voice of America, Reuters, Politico, GZERO Media, Arab News, Tagesspiegel, La Repubblica et France 24. Il a également donné des conférences à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à l'Union africaine, au ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, au département de l'Armée des États-Unis et au Collège de guerre navale des États-Unis.



L'Africa Policy Research Institute (APRI) est un think tank africain indépendant et non partisan. Il mène des recherches sur des enjeux majeurs liés aux politiques publiques concernant les pays africains et le continent dans son ensemble. APRI contribue à éclairer les processus d'élaboration des politiques de l'Allemagne et de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique. Par ailleurs, APRI propose des pistes d'action aux décideurs africains et aux acteurs de la société civile.

Mentions légales

APRI - Africa Policy Research
Institute gGmbH
Prinzenstrasse 85D
10969 Berlin
Allemagne

Directeur exécutif

Dr. Olumide Abimbola
Contact: Dr. Amandine Gnanguènon,
Chercheur principal et responsable du
programme Géopolitique et géoéconomie
Email: agnanguenon@afripoli.org

Licence

Cet ouvrage est disponible sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>